



Ministère de la Culture

Direction régionale des affaires culturelles de la Nouvelle-Aquitaine

**Cahier des clauses particulières – CCP –
Organisation des éditions 2023 à 2025 des manifestations
« Les journées européennes du patrimoine »
« Les journées nationales de l'architecture »
dans la région Nouvelle-Aquitaine**

**Accompagnement des contributeurs pour la saisie sous Open Agenda,
relectures, corrections et enrichissement éditorial des inscriptions.**

**Mise à jour de la base Open Agenda des participants aux JEP 2023
Fourniture d'extractions de la base Open Agenda JEP/JNA Nouvelle-Aquitaine**

**Réalisation complète (extraction, rédaction, mise en page) du dossier de presse
Campagnes de relances par mails et phoning
Bilan de l'opération**

Le présent contrat comporte 20 pages numérotées de 1 à 20

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Article 1 : Les cocontractants	Page 3
Article 2 : Objet du marché	Page 3
Article 3 : Mode de consultation et forme du marché	Page 3
Article 4 : Représentation du pouvoir adjudicateur	Page 3
Article 5 : Représentation du titulaire	Page 3
Article 6 : Sous-traitance	Page 4
Article 7 : Pièces contractuelles	Page 4
Article 8 : Durée du marché et délais d'exécution	Page 5
Article 9 : Conditions d'exécution des prestations	Page 6
Article 10 : Cession des droits d'auteur	Page 12
Article 11 : Pénalités	Page 14
Article 12 : Prix	Page 14
Article 13 : Règlement	Page 15
Article 14 : Assurances	Page 17
Article 15 : Clause de garantie	Page 18
Article 16 : Résiliation	Page 18
Article 17 : Litiges	Page 18
Article 18 : Dérogations aux documents généraux	Page 18

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – LES COCONTRACTANTS

1. 1. Le pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur du présent marché est le ministère de la Culture, Direction régionale des Affaires culturelles de la Nouvelle-Aquitaine, représenté par la Directrice régionale des affaires culturelles, Madame Maylis DESCAZEUX, agissant par délégation de Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'organisation des éditions 2023 à 2025 des manifestations « Les journées européennes du patrimoine » et « Les journées nationales de l'architecture » dans la région Nouvelle-Aquitaine

ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ ET MODE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles R. 2123-1 et R. 2113-4 à R. 2113-6 du décret 2018-1075 du 03 décembre portant partie réglementaire du code de la commande publique. La forme du marché est celle d'un marché à tranche avec une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

ARTICLE 4 – REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Les représentants du pouvoir adjudicateur sont :

- **représentants administratifs et financiers :**
Mme Emmanuelle SCHWEIG, secrétaire générale de la DRAC
- **représentants techniques chargés du suivi de la prestation et de la constatation du service fait :**
 - Mme Adeline RABATÉ, Conservatrice régionale des monuments historiques de la DRAC Nouvelle-Aquitaine, pour « Les journées européennes du patrimoine »
 - Mme Emmanuelle MAILLET, Conseillère pour l'architecture, pour « Les journées nationales de l'architecture » dans la région Nouvelle-Aquitaine

ARTICLE 5 – REPRÉSENTATION DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres

personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation de chaque sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement par la DRAC Nouvelle-Aquitaine. En cas de non-respect de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, conformément à l'article 32 du CCAG-PI.

Cette acceptation et cet agrément interviennent soit avant conclusion du marché, soit en cours d'exécution selon les dispositions prévues à la partie 3.6 de l'article 3, du CCAG-PI.

ARTICLE 7 – PIÈCES CONTRACTUELLES

7.1. Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes (la présentation d'un sous-traitant, s'il y a lieu ; la mise au point, avenants...) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) paraphé, daté et signé ;
- la proposition technique et financière du titulaire datée et signée ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), option B, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 ;

L'exemplaire du contrat signé par les parties est conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

7.2 – Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent contrat. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

8.1 – Durée du marché

Le marché prend effet à compter :

- pour la tranche ferme à compter de la date de notification du présent contrat, et, prend fin à la date de validation, par l'administration, de l'achèvement des prestations et des documents prévus par le marché.

- pour la tranche optionnelle n°1 à compter de la date de notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle n°1 et, prend fin à la date de validation, par l'administration, de l'achèvement des prestations et des documents prévus par le marché.

- pour la tranche optionnelle n°2 à compter de la date de notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle n°2 et, prend fin à la date de validation, par l'administration, de l'achèvement des prestations et des documents prévus par le marché.

Si des difficultés rencontrées dans l'exécution des prestations le justifiaient, les délais contractuels d'exécution des prestations pourraient être prolongés pour une durée qui sera appréciée par le pouvoir adjudicateur par avenant. Le titulaire devra en ce cas lui faire connaître, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception motivant sa demande, avant l'expiration du délai contractuel, la cause qui met obstacle à l'exécution des prestations dans les limites de temps prévues, selon les dispositions de l'article 13.3 du CCAG/PI.

8.1 – Délais d'exécution des prestations

Pour la tranche ferme, le délai d'exécution commence à compter de la date de notification du marché et s'achèvera à la remise du rapport final qui doit être remis au plus tard le **16 Novembre 2023**.

Pour la tranche optionnelle n°1, le délai d'exécution commence à compter de la date de notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle n°1 et s'achèvera à la remise du rapport final qui doit être remis au plus tard le **19 Novembre 2024**.

Pour la tranche optionnelle n°1, le délai d'exécution commence à compter de la date de notification de la

décision d'affermissement de la tranche optionnelle n°1 et s'achèvera à la remise du rapport final qui doit être remis au plus tard le **18 Novembre 2025**.

Le calendrier du titulaire validé par l'administration a valeur contractuelle et en cas de non-respect, le titulaire encourt les sanctions prévues à l'article 11 du présent CCP pour ce qui concerne les pénalités et à l'article 16 pour ce qui concerne la résiliation.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.1 – Présentation des prestations attendues

L'objet de la prestation porte sur l'organisation sur le territoire de la région Nouvelle-Aquitaine des manifestations nationales suivantes :

- les « **Journées européennes du patrimoine** » (JEP),
- les « **Journées nationales de l'architecture** » (JNA).

Cette organisation consiste :

- à réaliser un travail de recherche, d'identification et de démarchages des sites pouvant faire l'objet d'une participation aux JEP et aux JNA, en plus de la sollicitation de la liste des anciens participants.
- à accompagner, corriger, modifier (suivant des règles typographiques pré-définies) et enrichir les différentes inscriptions des contributeurs privés et publics via l'outil OPEN AGENDA ;
- à faire plusieurs extractions (chiffres ou textes) à la demande de la DRAC pour la transmission d'éléments à la presse et au ministère ;
- à réaliser, pour les JEP, un dossier de presse d'environ 30 pages comprenant (l'extraction et le choix des sites et des animations à mettre en avant, la rédaction de l'ensemble et la mise en page complète du document en rapport avec l'univers esthétique du visuel national ;
- à réaliser, pour les JNA, un document hybride (dossier de presse / programme exhaustif) d'environ 30 pages comprenant (l'extraction et le choix des sites et des animations à mettre en avant, la rédaction de l'ensemble et la mise en page complète du document en rapport avec l'univers esthétique du visuel national ;
- à réaliser les bilans pour les deux opérations JEP et JNA et à en faire une présentation détaillée aux interlocuteurs de la DRAC.

Le ou la candidat(e) devra présenter un mémoire technique mettant en évidence la méthodologie de travail, les moyens matériels et humains nécessaires à la réalisation de ces deux opérations dans un calendrier prévisionnel des différentes phases telles que décrites ci-dessous.

Attention : le nombre de sites participants (environ 1900 pour les JEP et 150 pour les JNA) nécessite une complète disponibilité d'un minimum de 3 personnes à temps plein retenues d'avril/mai à fin octobre, également en période de vacances estivales. À ce titre, la proposition devra indiquer la disponibilité de chaque intervenant sur toute la durée de l'opération et préciser celle spécifique aux vacances, en veillant à assurer, durant cette période, le maintien des ressources humaines mises en place initialement.

Pour information, le programme de la manifestation « **Journées européennes du patrimoine** », édition 2023, sera accessible sur le site national de l'opération journeesdupatrimoine.culture.fr aux alentours du 1er août 2023 et le programme de la manifestation « **Journées nationales de l'architecture** » sur le site national de l'opération journeesarchitecture.culture.gouv.fr au 25 septembre 2023.

I.A/ PRÉSENTATION DES JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE DES 15, 16 et 17 SEPTEMBRE 2023

Cette manifestation est mise en œuvre, sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine, par la Direction régionale des affaires culturelles Nouvelle-Aquitaine, par le service Communication et observation culturelle et la Conservation régionale des monuments historiques, en lien étroit avec la Direction générale des patrimoines du ministère de la Culture, chargée de la coordination de l'opération au niveau national.

La manifestation « Les journées européennes du patrimoine » a pour vocation :

- d'éveiller l'intérêt du public pour le patrimoine de Nouvelle-Aquitaine au moyen d'une invitation à visiter les sites ouverts à cette occasion et de susciter, au-delà de cette opération ponctuelle, une fréquentation accrue des monuments publics et privés pendant le reste de l'année ;
- de montrer la richesse et la diversité du patrimoine dans son extension chronologique (de la préhistoire au XXI^e siècle) comme dans son contenu (sites archéologiques, petits édifices ruraux, patrimoine industriel et ethnologique, parcs et jardins, lieux de mémoire...) ;
- de faire connaître au plus grand nombre, l'action des pouvoirs publics, notamment du ministère de la Culture et de la DRAC Nouvelle-Aquitaine pour sauvegarder le patrimoine et de le rendre accessible à tous ;
- de mettre en valeur le travail de ceux qui œuvrent quotidiennement pour restaurer le patrimoine ou diffuser les recherches dont il est l'objet (architectes, artisans, archéologues, documentalistes, associations...) ;
- d'animer le patrimoine à travers la mise en œuvre d'un thème spécifique choisi. En 2023 : « Patrimoine vivant ».

Pour information, l'édition 2022 a représenté :

- 1850 sites participants et 2674 événements organisés donc 4524 fiches à ouvrir, compléter, corriger sur la base de données. Le temps de saisie d'un événement est en moyenne de 10 à 20 minutes ;
- 1486 demandes de renseignements ou échanges d'informations traités par mail et Open Agenda ;
- 285 appels reçus ;
- Plus de 500 appels passés en démarchage via les campagnes de phoning.

I.B/ PRÉSENTATION DES JOURNÉES NATIONALES DE L'ARCHITECTURE DES 13, 14 et 15 OCTOBRE 2023

Cette manifestation est mise en œuvre, sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine, par la Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine par le chargé de communication de la DRAC, en relation avec le conseiller pour l'architecture, le conseil régional de l'ordre des architectes et la Direction générale des patrimoines du ministère de la Culture, chargée de la coordination de l'opération au niveau national.

La manifestation « Les journées nationales de l'architecture » a pour vocation :

- de développer la connaissance architecturale du grand public en proposant de dévoiler les richesses de l'architecture contemporaine remarquable partout où elle se trouve ;
- de raconter l'histoire du bâti qui nous entoure ;
- d'éveiller les curiosités et les sensibilités artistiques ;
- de valoriser l'apport culturel, scientifique, technique et social de l'architecture pour le bien-être de tous ;
- de valoriser le métier d'architecte qui reste méconnu.

Pour information, l'édition 2022 des JNA a représenté environ :

- 100 sites participants et 150 événements organisés ;
- un travail important de phoning, mailing et sensibilisation du réseau des professionnels et médiateurs de l'architecture en région est attendu afin de pouvoir assurer le succès de la manifestation.

9.3 – Prestations demandées pour les manifestations (JEP et JNA)

9.3.1 – Recherche et prospection de nouveaux contributeurs

Il est attendu du prestataire qu'il mène un véritable travail de recherche, d'identification et de démarchages des sites pouvant faire l'objet d'une participation aux JEP et aux JNA, en plus de la sollicitation de la liste des anciens participants.

9.3.2 – Gestion de la manifestation via l'outil Open Agenda

Il s'agit de :

- Mettre à jour la liste des contacts mails en s'appuyant sur celle en possession de la DRAC et les mails de la base Open Agenda ;
- Dès le lancement de l'opération, envoi par mail d'une invitation à s'inscrire à tous les sites ayant participé les années précédentes (mailing mis à jour précédemment) ;
- Dans Open Agenda, supprimer les doublons dans l'onglet « Lieu » et actualiser les données (coordonnées et géolocalisation) ;
- accompagner et aider les participants dans la saisie en ligne des données relatives à l'événement et au site concerné ;
- aider et assister les participants n'ayant pas d'accès à l'outil internet ;

Il convient de mettre en place une permanence téléphonique et une permanence par messagerie électronique pour renseigner le public ou les structures de diffusion de l'architecture et aider à la saisie sur internet. Le recours à plusieurs téléphones mobiles est préconisé avec un numéro de téléphonique spécifique, ainsi que la création d'une messagerie dédiée.

- saisir, relire, corriger (orthographe, syntaxe, donnée), enrichir – tant les descriptifs des événements que les fiches de site – et valider les données écrites et visuelles, conformément aux préconisations du ministère de la Culture, ce qui permettra d'alimenter le site internet dédié à chacune des deux manifestations, de réaliser de manière efficace

et pertinente des extractions du programme régional de la manifestation et les outils de communication afférents (dossiers de presse, focus...). Il convient d'harmoniser les saisies pour une extraction plus homogène ;

- à plusieurs reprises au cours des mois qui précèdent chacune des deux opérations, relancer par courriel ou par téléphone des sites ou des structures susceptibles de participer ;
- rechercher les sites proposant des animations le vendredi dans le cadre de l'opération « Levez les yeux ! » une journée hors les murs où les élèves accompagnés de leurs enseignants partent à la découverte des sites patrimoniaux pour apprendre à lire l'architecture, à décrypter le paysage, à déchiffrer la ville et la campagne ;
- Mettre en valeur les animations proposées dans le cadre de « Levez les yeux ! » ;
- Mettre en valeur les animations liées au pass culture ou tout autre dispositif mis en place par le ministère durant la mise en place des manifestations ;
- Apporter une aide aux participants dans leur commande de matériel via le lien internet proposé par le ministère et vérifier l'extraction éventuellement fournie par le ministère avant le routage des affiches ou sur demande des contributeurs ;
- Informer régulièrement les interlocuteurs de la DRAC de l'avancement de l'opération ;

Ce travail se fera en étroite collaboration avec le service Communication de la DRAC Nouvelle-Aquitaine, avec :

– **Pour les JEP** : la coordinatrice des Journées européennes du patrimoine (basée sur le site de Poitiers) qui pourra effectuer, notamment, une sélection des sites participants.

– **Pour les JNA** : la chargée de communication et le conseiller de l'architecture (basés sur le site de Bordeaux) qui pourront effectuer, notamment, une sélection des sites participants.

9.3.3 – Extraction des données d'Open Agenda

Le service communication et le pôle patrimoine et architecture de la DRAC élaboreront les outils de communication destinés au public et à la presse (articles sur le site internet, communiqués et dossiers de presse régionaux, valorisation des sites pré-sélectionnés auprès de la presse, données chiffrées...), à partir des informations saisies dans Open Agenda. Des sélections du programme doivent être adressées au ministère de la Culture à plusieurs reprises (début juin, mi-juillet, mi-août pour les JEP / fin juin, mi-août et début septembre pour les JNA).

Il s'agit :

- d'être en mesure d'extraire à plusieurs reprises des sélections de programme à la demande (sélection de 2 à 5 sites ou animations par département (1^{re} ouverture, ouverture exceptionnelle, animation en lien avec le thème) ;
- d'extraire des données chiffrées (nombre d'événements, de sites participants, pour la région, par domaine d'activité, par type d'événement, par département...) pour répondre aux diverses demandes émanant du ministère, de la presse, de la préfecture ou des services de police.

9.3.4 – Réalisation d'un dossier de presse (JEP) et d'un document hybride (JNA)

Pour les **JEP**, il s'agit de réaliser un dossier de presse d'une trentaine de page minimum comprenant les extractions nécessaires, la rédaction des articles, la mise en page respectant l'univers graphique du visuel national. Ce document sera relu par la DRAC et par les services de la préfecture de région, plusieurs corrections et modifications peuvent être alors demandées.

Le document présente (pour exemple) :

- le visuel de l'opération (fourni par le ministère) ;
- l'édito du ministre (fourni par le ministère) ;
- l'édito du préfet de région (fourni par la DRAC) ;
- d'éventuels articles liés à l'actualité du moment ;
- une présentation de quelques animations : liées au thème, liées au dispositif « Levez les yeux » ;
- la présentation des animations proposées par les 3 sites de la DRAC et les sites des 12 préfectures ;
- une carte de la région indiquant les chiffres clés globaux (nombre de lieux participants, nombre d'animations, de premières participations, d'ouvertures exceptionnelles, de gratuités) ;
- des chiffres clés par département ;
- les remerciements (fournis par le ministère) ;
- toutes pages utiles à la valorisation de l'opération.

Pour les **JNA**, il s'agit de réaliser un document hybride (dossier de presse / programme exhaustif) d'une trentaine de page minimum comprenant les extractions nécessaires, la rédaction des articles, la mise en page respectant l'univers graphique du visuel national. Ce document sera relu par la DRAC et par les services de la préfecture de région, plusieurs corrections et modifications peuvent être alors demandées.

Le document présente (pour exemple) :

- le visuel de l'opération (fourni par le ministère) ;
- l'édito du ministre (fourni par le ministère) ;
- l'édito du préfet de région (fourni par la DRAC) ;
- d'éventuels articles liés à l'actualité du moment ;
- le programme de la manifestation ;
- une carte de la région indiquant les chiffres clés globaux (nombre de lieux participants, nombre d'animations, de premières participations, d'ouvertures exceptionnelles, de gratuités) ;
- des chiffres clés par département ;
- les remerciements (fournis par le ministère) ;
- toutes pages utiles à la valorisation de l'opération.

9.3.5 – Réalisation du bilan de l'opération

Le titulaire a en charge l'élaboration d'un bilan quantitatif et qualitatif de chacune des deux opérations (nombre d'événements, de sites participants, pour la région, par domaine d'activité, par type d'événement, par département...). Ils seront transmis aux responsables des manifestations à la DRAC Nouvelle-Aquitaine (site de Poitiers – JEP / site de Bordeaux – JNA) dans les trois semaines qui suivent la fin de la dernière opération, soit aux alentours du 16 novembre 2023.

Une présentation de ces bilans sera faite en présentiel ou en visio auprès des différents interlocuteurs de la DRAC.

9.4 – Prestation à la charge de l'administration

L'administration a en charge d'assurer la formation du titulaire du marché sur la base de données du ministère de la Culture (OPEN AGENDA) pour la partie saisie et correction. La formation se fera à la DRAC Nouvelle-Aquitaine sur le site de Poitiers.

Le titulaire devra, seul, appréhender l'outil concernant les extractions de données.

Pièce jointe :

- le rétroplanning des journées du patrimoine 2023 (susceptible d'être révisé en fonction des demandes du ministère).
- le rétroplanning des journées de l'architecture 2023 (susceptible d'être révisé en fonction des demandes du ministère).

Le rétroplanning des journées du patrimoine et des journées de l'architecture 2024 seront transmis par le maître d'ouvrage avec la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle n°1

Le rétroplanning des journées du patrimoine et des journées de l'architecture 2025 seront transmis par le maître d'ouvrage avec la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle n°2

Le marché sera régi selon les règles du CCAG prestations intellectuelles.

9.5 – Conditions d'exécution des prestations

Le commencement d'exécution de la prestation de service entraîne, ipso facto, les notifications, d'une part et adhésions, d'autre part, sans réserve de la prestation du titulaire, éventuellement rectifié par le pouvoir adjudicateur et aux dispositions du présent marché.

9.6 – Opérations de vérification

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- le nombre et la qualité des interventions exécutées ;
- la tenue du cahier d'intervention ;
- la qualité des rapports d'interventions ;
- la mise à jour des documents d'exploitation et de la documentation technique.

Les vérifications seront effectuées à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

9.7 – Coordination et contrôle

Ce projet sera encadré par :

Ministère de la Culture

Direction régionale des affaires culturelles Nouvelle-Aquitaine

54 Rue Magendie – CS 41229

33074 BORDEAUX CEDEX

– Mme Adeline RABATÉ, Conservatrice régionale des monuments historiques de la DRAC Nouvelle-Aquitaine, pour « Les Journées européennes du patrimoine »

– Mme Emmanuelle MAILLET, Conseillère pour l'architecture, pour « Les journées nationales de l'architecture » dans la région Nouvelle-Aquitaine

9.8 – Documents à la disposition du prestataire :

Les services de la DRAC Nouvelle-Aquitaine mettront à la disposition du titulaire du présent marché les documents suivants :

- le rétroplanning des journées du patrimoine 2023 (joint au dossier de consultation)
- la charte graphique des journées européennes du patrimoine 2023 ainsi que tous documents nécessaires à la mise en place des manifestations fournis par le ministère au fur et à mesure (édito...) (dès que disponible)

9.9 – Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

9.10 – Prestations supplémentaires

En application de l'article R. 2122-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra recourir à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché.

ARTICLE 10 – CESSION DES DROITS D'AUTEUR

10.1 - Objet de la Cession

Le titulaire du marché cède à titre exclusif au pouvoir adjudicateur, conformément à l'article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle, l'intégralité des droits d'auteur sur les photographies.

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits ci-dessus est comprise dans les prix du marché.

10.2 - Droits cédés au pouvoir adjudicateur

10.2.1 Étendue des droits cédés :

- Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur les droits d'exploitation afférents aux photographies, à titre exclusif et pour le monde entier, à compter de la signature des présentes, pour la durée légale des droits d'auteur, telle que cette durée est fixée d'après les législations tant française qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.
- Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger, et exploiter notamment par voie de sous cession les photographies, ensemble ou séparément, en tout ou en partie.

10.2.2 Droits objet de la présente cession :

10.2.2.1 Le droit de reproduction s'entend du droit de reproduire ou de faire reproduire, d'enregistrer ou de faire enregistrer, d'adapter ou de faire adapter, sans limitation de nombre les photographies, en noir et blanc ou en couleurs, en tous formats :

- par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques tels que notamment par voie d'imprimerie, de photocopie, de numérisation, de scan, de téléchargement et tout autre procédé de reproduction ;
- sur tous supports connus ou inconnus à ce jour qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques, ou optiques tels que notamment les supports papier, les films tous millimétrages, ainsi que les disquettes, CD, CD-Rom, CDR, CD-RW, CDI, DVD, DVD-Rom, DVD-R, DVD-RW, vidéodisques, disques blu-ray, périphériques de stockage de masse (notamment clés USB, disques durs, amovibles ou non, serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en cloud computing), cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, ebook, tablettes tactiles.

Le droit de reproduction comprend également le droit d'éditer ou de faire éditer les photographies dans des journaux, magazines, etc.

Le droit de reproduction comprend le droit de mettre à disposition du public les photographies sur tous supports et par tous moyens.

10.2.2.2 Le droit de représentation s'entend du droit de communiquer au public, d'exposer, de représenter ou de faire représenter les photographies, ensemble ou séparément :

- par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour qu'ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, vidéographiques ou numériques ;
- sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications notamment en vue de l'exploitation sur réseau hors ligne ou en ligne ou tel qu'Internet, intranet, téléphonie mobile (notamment WAP, IMOD, Internet mobile, etc.), et/ou flux de syndication de contenus tel que le RSS, RSS2, ATOM [...], serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en cloud computing), cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, ebook, tablettes tactiles et tout autre procédé analogue existant ou à venir qu'il soit informatique, numérique, télématique et de télécommunication ;
- par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication et notamment par voie hertzienne terrestre, câbles par satellite, par réseau téléphonique filaire ou sans fil, par télévision numérique, que la diffusion soit en clair ou cryptée, gratuite ou payante ;
- dans toutes salles réunissant du public, payant ou non, et notamment les salles de cinéma ou de concert; Le droit de représentation comprend également le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, doubles ou copies, en version physique et/ou version numérique des photographies pour toute mise à disposition et communication au public.

Dans tous les cas, les photographies pourront avoir été préalablement reproduites dans les conditions définies au paragraphe 10.2.2.1 relatif au droit de reproduction.

10.2.2.3 le droit d'adaptation, de modification et d'arrangement s'entend du droit de modifier les photographies et notamment de les retoucher, de les recadrer ou de les intégrer au sein d'autres œuvres, d'adapter les photographies sous forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite, et notamment :

- le droit d'intégrer et d'adapter les photographies dans une œuvre multimédia ou audiovisuelle ;
- le droit d'intégrer dans une base de données ou dans tout programme informatique ou d'adapter sous forme de base de données les photographies.

Dans tous les cas, les photographies adaptées, modifiées ou arrangées pourront être reproduites ou représentées dans les conditions définies au paragraphe 10.2.2.1. et 10.2.2.2. du présent article.

Le droit d'adaptation, de modification et d'arrangement s'exerce dans le respect du droit moral de l'auteur.

10.2.3 Exploitation :

10.2.3.1 La cession des droits visés aux articles 10.2.1 et 10.2.2 est consentie par le titulaire du marché au pouvoir adjudicateur pour toute exploitation ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, des photographies dans le cadre de campagnes de communication, actuelles ou à venir, du pouvoir adjudicateur que l'exploitation des photographies soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger, à titre gratuit par le pouvoir adjudicateur ou un tiers.

10.2.3.2 Les droits objets de la présente cession seront exploités dans le cadre de campagnes de communication du pouvoir adjudicateur. Les exploitations seront notamment la publication dans les journaux, magazines, revues, internes, régionales, nationales ou internationales, brochures, dépliants, plaquettes, prospectus, revues, dossiers de presse, communiqués de presse, chaînes de télévision internes, régionales, nationales ou internationales, réseaux internes, intranet et Internet, sur les sites du pouvoir adjudicateur, tous sites d'information ou tous sites en lien avec les missions de service public du pouvoir adjudicateur.

Les photographies ne feront pas l'objet d'exploitations directes payantes.

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

Lorsque le titulaire du marché détecte une inexactitude, une incohérence ou une imprécision dans le cadre des informations, éléments et documents remis par la DRAC Nouvelle-Aquitaine, le titulaire du marché en informe la DRAC Nouvelle-Aquitaine. À défaut, le titulaire du marché ne pourra pas s'appuyer sur des imprécisions pour justifier des retards et/ou dégager sa responsabilité, en cas de non-conformité des prestations demandées par rapport aux spécifications mentionnées dans le présent CCP et aux délais d'exécution mentionnés dans sa proposition.

Si, du seul fait du titulaire, les délais d'exécution des prestations prévues dans le calendrier du titulaire sont dépassés, celui-ci encourt sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une pénalité calculée en application de l'article 14 du CCAG-PI, par la formule suivante :

$$P = (V * R) / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Ces pénalités seront déduites du montant restant dû par le pouvoir adjudicateur ou feront l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation.

Si le montant des pénalités est supérieur au montant du marché, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation aux torts du titulaire.

ARTICLE 12 – PRIX

Le présent contrat est conclu à prix forfaitaire ferme.

Le prix comprend :

- la fourniture des prestations et des livrables ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais de déplacements et de séjour induits par la prestation, les dépenses relatives à la rémunération du personnel que le titulaire de la commande estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais prévus ;
- la cession de droits de propriété intellectuelle des contributions réalisées en exécution du présent marché.

L'Euro est la monnaie de compte du marché.

Conformément aux articles R. 2112-9 à R. 2112-12 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement des prix et la date d'effet de la décision prescrivant le commencement des prestations, une actualisation sera prise en compte. Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date d'effet de la décision prescrivant le commencement des prestations.

La formule d'actualisation sera : $P = P_o (I_n / I^o)$ dans laquelle :

P = le prix actualisé

P_o = le prix initial

I = le code de l'index Ingénierie

Le dénominateur représente l'index du mois zéro (I^o).

Le numérateur représente le même index à la date d'effet de la décision prescrivant de commencer les prestations, moins trois mois (I_n).

Les prix ainsi calculés seront invariables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de

signature par l'entreprise de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé le mois zéro.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du prestataire faisant l'objet du contrat est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 2010) publié au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ainsi qu'au Moniteur des travaux publics et du bâtiment.

ARTICLE 13 – RÈGLEMENT

13.1. – Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial de la tranche considérée est au moins égal au seuil fixé par l'article R. 2191-3 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Son montant est égal :

- pour les lots dont le délai d'exécution ne dépasse pas un an, à trente pour cent (30 %) du montant initial TTC du marché; article R. 2191-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- pour les lots dont le délai d'exécution, dépasse un an, au produit par 12/N de trente pour cent (30 %) du montant initial TTC du marché; article R. 2191-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (N étant le délai d'exécution exprimé en mois).

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois, compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des travaux et des approvisionnements existants sur le chantier, qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse cinquante pour cent (50 %) du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant du marché ; article R. 2191-14 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le code des marchés publics.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 30 % du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement, sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance ; ce prestataire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant

des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

13.2. – Facturation

Les prix facturés sont ceux figurant dans la proposition financière du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur.

Les demandes de paiement sont établies selon une périodicité mensuelle. L'échéancier des paiements est défini à partir du calendrier contractuel des prestations établies par le titulaire et validé par le pouvoir adjudicateur.

Afin d'établir le service fait, un exemplaire de la facture sera transmis par mail à M. Michel BRISTOT (michel.bristot@culture.gouv.fr) pour visa avant dépôt dans le logiciel comptable.

Le projet de décompte devra être établi en prenant en compte l'ensemble des quantités du bordereau de prix unitaires ou du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire sur lequel il sera appliqué un pourcentage d'exécution (voir modèle annexé joint).

Chaque demande d'acompte devra faire apparaître le montant HT, le montant de la TVA et le montant TTC relevant des « Les journées européennes du patrimoine » et des « Les journées nationales de l'architecture ».

En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les prestataires devront désormais déposer leur facture sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Dans chorus pro, le dépôt de la facture se fera à partir de l'onglet « Factures émises » puis « Dépôt de factures », le cadre de facturation sera le cadre A1 : dépôt par fournisseur d'une facture simple. Le code du service exécutant est le CGF0000086 et le code SIRET État est le 11000201100044.

De plus sur chaque facture doivent obligatoirement mentionner dans son intégralité le numéro d'engagement (N° EJ CHORUS) indiqué à la première page de l'acte d'engagement.

13.3. – Paiement

Le titulaire recevra des paiements en contrepartie de l'exécution des prestations, après remise de la facture mensuelle, et validation par le pouvoir adjudicateur des documents prévus par le marché, selon l'état d'avancement des prestations.

Si du fait du titulaire du marché, il ne peut être procédé :

- à toutes les opérations nécessaires au paiement,
- ou si l'acceptation de la prestation n'est pas effective.

Le délai de paiement sera suspendu pour une durée égale au retard qui en résulte. La facture sera adressée en retour au titulaire avec les motifs du rejet de la prestation. Une nouvelle facture à la date actualisée sera émise après acceptation des actions correctrices demandées.

Le délai global de paiement dont dispose la personne publique est fixé à trente jours à compter de la réception de la demande du titulaire accompagnée des justifications mentionnées ci-dessus par virement au compte du titulaire.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, par le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai suivant les modalités fixées par l'article R. 2192-31 à R. 2192-36 du Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces marchés d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 – CLAUSE DE GARANTIE

En complément de l'article b.25.3. clause de garantie du CCAG PI, le titulaire du marché garantit au Pouvoir adjudicateur qu'au jour de la cession ci-dessus définie, il n'a été inséré dans les résultats aucune réminiscence ou reproduction susceptible de violer les droits de tiers, et de donner notamment lieu à des

demandes et actions en contrefaçon, plagiat, copie servile, atteinte au droit à l'image des personnes, responsabilité civile, et plus généralement de nature à troubler l'exploitation paisible des droits cédés.

En conséquence, le Titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toute réclamation et/ou procédure, quelles qu'en soient les formes et natures, formée contre le Pouvoir adjudicateur par un tiers, et qui se rattacherait directement ou indirectement aux droits cédés par le présent contrat.

A cet effet, le Titulaire s'engage à intervenir volontairement si nécessaire à toutes les instances engagées contre le Pouvoir adjudicateur, à le garantir de toutes les condamnations qui seraient prononcées contre lui à cette occasion, ainsi qu'à prendre à sa charge les frais de toute nature dépensés par le Pouvoir adjudicateur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION

Si pour une raison quelconque, le titulaire du marché se trouve empêché d'exécuter la mission qui lui est confiée, la commande sera résiliée de plein droit, quinze jours après que le titulaire aura envoyé au pouvoir adjudicateur une lettre recommandée motivée avec demande d'avis de réception.

Le pouvoir adjudicateur se réserve les mêmes droits, et selon la même procédure, en cas de non-respect par le titulaire de l'une de ses obligations contractuelles. Les modalités de cette résiliation seront celles prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

ARTICLE 17 – LITIGES

Le règlement des différends ou litiges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire se fait dans les conditions prévues à l'article 37 du CCAG-PI.

En cas de litige contentieux, l'autorité compétente sera le Tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Toutes les dispositions du CCAG-PI s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent CCP.

Établi par le représentant du pouvoir adjudicateur

À _____, le

Le titulaire,

(lu et approuvé)

N.B. : L'incompétence du signataire entraîne la nullité du marché.